



→ « Ce qui vaut face à un incendie
vaut aussi pour les mesures de
lutte contre la pandémie »

Agir avec doigté, plutôt qu'avec une massue: oui à la loi Covid

27.10.2021

D'un coup d'oeil

Comparé aux impacts économiques, psychologiques et sociétaux provoqués par les mesures de quarantaine ou de confinement, le certificat Covid représente une voie moins brutale et plus adéquate

Toute brigade de pompiers dispose d'une variété d'équipements et d'outils pour combattre efficacement le feu et sauver des vies. Il en va de même pour lutter contre une pandémie: des équipements complets et en bon état sont indispensables. Sauf que ces équipements étaient très modestes au début de la crise du Covid: en Suisse, comme dans le reste du monde, les masques et les gels de désinfection manquaient. Il y a un an et demi, les seuls remèdes consistaient à instaurer des confinements et des quarantaines impliquant des restrictions massives de la vie économique et sociale.

Aujourd'hui, en plus des mesures de protection, nous disposons de nombreux instruments, beaucoup plus subtils et plus efficaces qu'un confinement: le dépistage, la recherche des contacts, la vaccination, l'application Covid et le certificat Covid. En combinant ces outils, nous pouvons éviter les mesures plus incisives. Il est impératif d'empêcher les fermetures et les interdictions d'activité, car leurs coûts sont disproportionnés et ils pèseront sur notre pays pendant de nombreuses années.

La normalité dans la pandémie

Un instrument en particulier suscite des débats passionnés à l'approche du référendum sur la loi Covid 19: le certificat Covid. Ce document prouvant que l'on a été vacciné, testé ou que l'on a guéri du Covid est une condition préalable à la participation à la vie sociale. Il fait pourtant monter aux barricades les personnes qui refusent de se faire vacciner et qui ne sont pas prêtes à assumer elles-mêmes les coûts des tests.

Les opposants à la loi Covid 19 utilisent la massue: ils veulent supprimer la base légale du certificat Covid. Du point de vue des milieux économiques, cette proposition est très problématique, puisqu'elle entrave massivement la normalisation ordonnée de la vie économique et sociale en Suisse. Le certificat Covid présente l'énorme avantage de permettre à une partie toujours plus importante de la population de jouir d'une certaine normalité dans la vie quotidienne, malgré une pandémie toujours en cours. Le certificat est un instrument extraordinairement pratique, efficace et efficient. Son utilisation ne laisse aucune trace, il est simple et compréhensible et, surtout, il est reconnu non seulement en Suisse mais aussi dans d'autres pays européens, et probablement bientôt dans d'autres pays hors d'Europe.

En période de pandémie, le tourisme international a besoin d'un certificat. Sans un certificat suisse reconnu au niveau international, de nombreux touristes éviteraient probablement la Suisse. Les touristes ne sauraient pas

s'ils sont en mesure de circuler librement en Suisse avec les certificats de leur pays d'origine. En outre, beaucoup se demanderaient si la Suisse protège suffisamment ses hôtes contre les infections. Le certificat est également important pour les congrès et les symposiums: les entreprises et les institutions hésiteraient à envoyer du personnel en Suisse si savoir si les autres personnes présentes ont été vaccinées, guéries ou au moins testées.

Démontrons notre sens de la mesure, valeur typiquement helvétique, et disons oui à la loi Covid

Le certificat Covid permet également des déplacements professionnels transfrontaliers: tant pour les professionnels suisses qui se rendent chez leurs clients ou dans leurs succursales à l'étranger que pour les professionnels ou clients étrangers qui viennent réparer, contrôler ou acheter des machines en Suisse. Le certificat garantit une procédure simple et standardisée dans toute l'Europe.

Si la Suisse devait renoncer au certificat, ce document continuerait d'être d'actualité à l'étranger. Et les voyages de vacances vers les pays de l'UE, où le certificat est obligatoire jusqu'en juillet 2022, deviendraient aussi beaucoup plus difficiles.

Le contrôle du certificat lors d'événements, ou dans les hôtels et dans les restaurants, provoque des coûts nettement inférieurs à ceux d'une fermeture. Une obligation de certificat est donc - contrairement à une interdiction d'exploitation - proportionnée du point de vue commercial. Comparée aux conséquences économiques, sociales et psychologiques des mesures de confinement et de quarantaines, l'obligation du certificat est clairement plus supportable.

Le certificat Covid est un outil proportionné qui permet d'éviter de nouveaux blocages aux conséquences économiques et sociales graves. En outre, un rejet de la loi Covid n'affecterait pas seulement le certificat, mais aussi les contributions de soutien financier à des personnes affectées par la crise. Cela n'est pas dans l'intérêt de l'économie, qui a besoin de sécurité juridique autant que possible - aussi et surtout en temps de crise.

Le Conseil fédéral, une grande majorité du Parlement et les milieux économiques soutiennent la loi Covid. Démontrons notre sens de la mesure, valeur typiquement helvétique, et votons aussi en sa faveur.

La version originale en allemand est parue dans la NZZ le 27 octobre 2021.



Christoph Mäder
Président

© economiesuisse | www.economiesuisse.ch